

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 20/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMF (ACHAT MATERIAUX ET FERRAILLES)**

Parcelles AK0009 et AK0104  
78440 Porcheville

Code AIOT : 0006511040

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement AMF (ACHAT MATERIAUX ET FERRAILLES) implanté Parcelles AK0009 et AK0104 78440 Porcheville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection inopinée a été effectuée dans le cadre d'une action nationale destinée à améliorer les pratiques en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMF (ACHAT MATERIAUX ET FERRAILLES)
- Parcelles AK0009 et AK0104 78440 Porcheville
- Code AIOT : 0006511040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant AMF exerce des activités de tri-transit de déchet de métaux encadrées par la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées ainsi que des activités de dépollution de véhicules hors d'usage encadrées par la rubrique 2711-1 de la nomenclature des installations classées. Sont également exercées des activités de traitement de déchet non-dangereux encadrées par la rubrique 2791-1 ainsi que des activités de transit regroupement de déchets dangereux (batteries usagées) encadrées par la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE ;
- Nature des déchets entrants et sortants ;
- Contractualisation avec un éco-organisme.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	/	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté lors de la visite d'inspection de non-conformité vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

L'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant est en cours de contractualisation avec un éco-organisme en ce qui concerne la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnés sur ses installations.

Dans l'attente de ce contrat, l'exploitant a mis en place une zone de stockage dédiée pour entreposer lesdits DEEE. Le volume constaté de DEEE sur le site n'est pas supérieur à 100 m<sup>3</sup>, seuil de classement sous le régime de la "déclaration avec contrôles périodiques" conformément à la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Quantités de DEEE présents sur site.</p> <p>Rubrique 2711 de la nomenclature des ICPE prévue à l'article R.511-9 du code de l'environnement :</p> <p>« Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 »</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> : Enregistrement ;</li> <li>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>: Déclaration contrôlée.</li> </ol>

<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'est pas soumis à la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées au regard des quantités présentes de déchets d'équipements électriques et électroniques inférieures à 100 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection consulte le compte Trackdéchets de l'exploitant. Il est constaté le bon renseignement du numéro SIRET propre au site situé sur le territoire de la commune de Porcheville.  L'équipe d'inspection procède au contrôle par échantillonnage de deux Bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD). Le premier, en date du 25 juillet 2023 correspond à des déchets de mâchefers dont le code déchet est correctement renseigné. L'installation dans laquelle a été expédiée ces déchets dangereux est autorisée à les traiter (installation de stockage de déchets dangereux EMTA à Guitrancourt). Le second BSDD, en date du 7 septembre 2023, correspond à des déchets de batteries (code déchet : 16 06 01*) expédiés sur le site de REVIVAL Derichebourg dûment autorisé à les traiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;  2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.  II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un

contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :**

L'équipe d'inspection constate la présence de DEEE dans des quantités inférieures à 100 m3 mais des petites quantités peuvent se trouver sur le site à l'issue de bennes réceptionnées mal triées. Sont essentiellement constatés des DEEE non-dangereux à savoir des ballons d'eau chaude ou des fours. L'exploitant procède au tri de ces déchets et les dispose dans une cellule de stockage séparée des autres déchets présents sur son installation (VHU, métaux, pneumatiques, etc).

L'exploitant précise qu'un contrat de gestion des DEEE est en cours de signature avec l'éco-organisme "ecosystème" et présente les échanges de courriels attestant de la démarche en cours. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant qu'un contrat passé avec un éco-organisme agréé ne le soustrait pas à ses obligations en matière de réglementation ICPE. Il est rappelé à l'exploitant de maintenir un volume de DEEE présents sur son site inférieur à 100 m3 (seuil minimal de classement sous la rubrique 2711 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 de la nomenclature des ICPE).

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer le contrat passé avec Ecosystem dans un délai maximal de 15 jours suivant sa signature.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet